

Agir sur les changements climatiques : **vers un dialogue élargi à la société civile canadienne**

Un recueil de textes en réponse à
Agir sur les changements climatiques :
les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes,
un document de consensus lancé en mars 2015



Faculté des sciences





Network Canada

À PROPOS DE L'ORGANISME GLOBAL COMPACT NETWORK CANADA

Le Pacte mondial des Nations Unies (PMNU) est une initiative politique stratégique pour les entreprises qui se sont engagées à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur les 10 principes universellement acceptés liés aux domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. De cette façon, l'entreprise, comme premier moteur de la mondialisation, peut aider à garantir que les marchés, le commerce, les technologies et les finances avancent de façon à créer partout des économies et des sociétés viables.

Lancé en juin 2013, le Réseau canadien du Pacte mondial (RCPM) est la section locale du Pacte mondial des Nations Unies (PMNU). Comme 101^e réseau local du PMNU, le RCPM supporte les signataires canadiens (autant les entreprises canadiennes que les filiales de signataires mondiaux) dans la mise en œuvre des 10 principes, tout en facilitant et créant des occasions de collaboration multisectorielles et multipartites¹. Voir le tableau 1 pour la liste des organisations du RCPM.

Le groupe de travail du Réseau canadien du Pacte mondial (le groupe de travail) fournit un forum où un sous-groupe de représentants de tous secteurs et industries du Canada ainsi que d'autres parties prenantes peuvent discuter, collaborer et innover sur les défis environnementaux et économiques mondiaux les plus pressants. Le groupe de travail croit qu'il y a un alignement entre les 10 orientations stratégiques définies dans *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* qui montrent le chemin à suivre vers une économie sobre en carbone au Canada, et les principes du PMNU. De plus, le groupe de travail convient que des politiques claires et exhaustives sur les changements climatiques entraîneront le développement d'un avenir viable.

Les membres du groupe de travail proviennent des secteurs du pétrole et du gaz, des télécommunications, bancaire, de l'expertise-conseil, du droit et de l'éducation.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER

info@globalcompact.ca

SITE INTERNET OFFICIEL

globalcompact.ca/fr/accueil



LES ENTREPRISES SONT
INVITÉES À
APPLIQUER L'APPROCHE DE
PRÉCAUTION

RELATIVEMENT
AUX PROBLÈMES TOUCHANT
L'ENVIRONNEMENT



À FAVORISER
LA MISE AU POINT
ET LA DIFFUSION DE

TECHNOLOGIES
RESPECTUEUSES DE
L'ENVIRONNEMENT

À ENTREPRENDRE
DES INITIATIVES
TENDANT À
PROMOUVOIR
UNE PLUS GRANDE
RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE
D'ENVIRONNEMENT





Lier la feuille de route aux principes environnementaux du PMNU

Texte original en anglais disponible à www.sustainablecanadialogues.ca/en/scd/extendingthedialogue

Tableau 1. Liste des organisations du Réseau canadien du Pacte mondial (RCPM)¹

Agrium Inc.	National Vacum
B. Accountability	Native American Resource Partners
Baker & McKenzie	Nexen Energy ULC
Bank of Montreal (BMO)	O Trade Market Access
Barrick Gold Corporation	Optimum Talent Inc.
Blake, Cassels & Graydon LLP	Power Corporation of Canada
BCE - Bell Canada Enterprises	Power Financial Corporation
BDO	Quick Mobile
Corporate Knights	Rideau Recognition Solutions Inc.
Davies Ward Phillips & Vineberg LLP	Save the Children
Enbridge Inc.	Scotiabank
Export Development Canada	SNC-Lavalin
Goldcorp	Stantec
Hudson's Bay Company	Suncor Energy Inc.
JFL International Inc.	Teck Resources Limited
Jones Lang LaSalle Canada	TELUS Corporation
Kinross Gold	Unilever Canada
KPMG MSLP	WSP Group

¹ Pour une liste complète des participants au PMNU, se rendre à l'adresse suivante : <http://www.globalcompact.ca/our-participants>

Objectif

Le but de ce document est de démontrer comment les principes environnementaux du PMNU s'alignent sur les 10 orientations stratégiques d'*Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*. En adoptant les recommandations politiques, le groupe de travail en environnement du RCPM reconnaît que cela permettrait de fournir une orientation claire pour les entreprises canadiennes. Par contre, le groupe de travail ne soutient pas nécessairement de recommandations politiques en particulier. Comme le document *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* le recommande à maintes reprises, un dialogue multipartite est nécessaire, de même que la création par le gouvernement du Canada d'un plan d'action climatique intégré, et ce faisant, qu'il adopte son rôle de leader.

Le groupe de travail est d'accord, cependant, avec le fait que pour faire la transition vers une société sobre en carbone, les facteurs suivants (exposés dans ce document) devront être pris en considération lors de la mise en place d'une politique nationale :

- **Efficaces du point de vue de l'environnement** : des politiques qui atteignent les cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) sans causer d'autres impacts environnementaux excessifs;
- **Rentables** : des politiques qui réussissent les réductions de GES requises au plus faible coût possible;
- **Économiquement fructueuses** : une structure des politiques qui stimule les occasions d'affaires à travers les investissements dans la transition vers une économie sobre en carbone;

- **Réalisables d'un point de vue administratif** : un niveau de complexité des politiques qui est dans les limites de la capacité de gouvernance des juridictions où elles seront mise en œuvre;
- **Équitables** : des politiques qui n'imposent pas de charges injustifiées sur les régions, les secteurs, ou les groupes de revenu; et,
- **Politiquement réalisables** : des politiques acceptables pour le peuple canadien et leurs représentants élus.

Le groupe de travail a examiné les 10 orientations stratégiques définies dans le document *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* et a évalué la façon dont elles sont soutenues par les trois principes environnementaux du PMNU² et la manière dont elles pourraient être renforcées.

Aux fins du présent document, le point central se fera sur les trois principes du PMNU liés à l'environnement :

Principe 7 : Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution relativement aux problèmes touchant l'environnement.

Principe 8 : À entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe 9 : À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

2 <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles>

Principe 7 : Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution relativement aux problèmes touchant l'environnement³

Il y a un certain nombre d'orientations clés qui s'alignent avec l'approche de précaution du PMNU. L'élément essentiel de l'approche de précaution, du point de vue commercial, est l'idée qu'il vaut mieux prévenir que guérir. En d'autres mots, il est plus rentable de prendre des mesures précoces pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de dommages irréversibles faits à l'environnement.

Du point de vue du PMNU, la précaution implique l'utilisation systématique d'outils d'évaluation des risques (identification des dangers, caractérisation des dangers, évaluation de l'exposition et caractérisation des risques), la gestion des risques et la communication des risques. Lorsqu'il y a un soupçon raisonnable de préjudice et que les décideurs doivent appliquer l'approche de précaution, « l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement »⁴.

Les températures mondiales augmentent et la science a confirmé que les émissions de GES ainsi que d'autres activités humaines ont été la cause principale du réchauffement observé depuis le milieu du 20^e siècle. Il y a un consensus international⁵ sur le fait que l'augmentation des températures mondiales moyennes doit être limitée à au plus 2 °C au-dessus des températures préindustrielles. Si ce n'est pas réussi, les conséquences des changements climatiques seront désastreuses pour les

personnes, l'environnement et l'économie. La transition vers une économie sobre en carbone, en intégrant les changements climatiques dans des politiques de régulation et dans la façon dont le marché fonctionne, est la seule voie à suivre pour assurer une croissance économique viable.

En gardant cela à l'esprit, l'**orientation stratégique 1 : Établir un prix sur le carbone** est considérée par les analystes de la politique climatique comme un élément essentiel de toute politique globale sur les changements climatiques. D'un point de vue commercial, tout mécanisme du marché pour la gestion du carbone doit être acceptable pour les entreprises et bien établi sur le plan économique. Le groupe de travail ne soutient aucun mécanisme du marché en particulier, que ce soit une taxe sur le carbone ou un système de plafonnement et d'échanges. Par contre, il soutient qu'un mécanisme est requis pour atteindre les cibles ambitieuses de réduction des GES dans un cadre de réglementation qui répond aux besoins des juridictions où il est instauré.

Il n'est pas question que l'**orientation stratégique 8 : Protéger la biodiversité et la qualité de l'eau durant la transition vers une société viable et sobre en carbone, tout en visant une approche nette positive** et l'**orientation stratégique 9 : Soutenir les pratiques viable de pêches, foresterie et agriculture permettant la réduction des émissions de GES, la séquestration du carbone, la protection de la biodiversité et la qualité de l'eau** s'alignent sur le principe de l'approche de précaution de la PMNU. L'adoption de politiques de gestion de la forêt plus rigoureuses qui réduisent la déforestation provenant de toutes les activités, qui accélèrent la reforestation, qui augmentent la diversité et la résilience de la forêt, qui font la promotion de la gestion locale et adaptative des forêts, et qui conservent de grandes

3 <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles/principle-7>

4 <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>

5 https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR_AR5_FINAL_full.pdf, p. 8.

aires de forêt continue est essentielle pour permettre l'atténuation des changements climatiques. Les forêts qui en résulteront séquestreront du carbone et continueront de fournir un large éventail de services écosystémiques sur lesquels les êtres humains et la biodiversité comptent. Les effets des changements climatiques peuvent aussi avoir un impact négatif sur la qualité de l'eau. Une disponibilité réduite des réserves d'eau propre et accessible aura un impact sur la production de nourriture et sur la production d'énergie (par ex. installations hydroélectriques) ainsi que sur la biodiversité écosystémique qui repose sur la bonne gestion des bassins versants. En reconnaissant ces impacts potentiels, des politiques solides concernant la protection et l'amélioration des bassins versants doivent être adoptées pour éviter la perte de ces précieuses ressources étant donné les multiples fonctions qu'elles supportent.

Principe 8 : À entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement⁶

Les opportunités économiques offertes par une transition vers une économie sobre en carbone sont un facteur clé pour les entreprises qui cherchent des stratégies de développement à long terme. Les initiatives comme des subventions fédérales ou provinciales pour les transports publics ou des politiques de régulation pour inciter au développement de technologies propres ou de stockage d'énergie contribueront à une plus grande responsabilité environnementale dans le monde des affaires. Le document *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* suggère que le public est aussi

plus enclin à restreindre volontairement son gaspillage s'il reconnaît la logique derrière l'établissement de limite concernant les émissions de carbone et derrière l'adoption d'une économie sobre en carbone. Il est impératif d'inclure la sensibilisation et l'éducation sur l'interdépendance des risques sociaux et environnementaux et la façon de les gérer, de même que sur la façon dont la gestion responsable de l'énergie peut être un aspect positif des initiatives gouvernementales.

En outre, la gestion responsable de l'énergie est très importante pour les entreprises dans le contexte de l'élévation des coûts de l'énergie, des problèmes de sécurité de l'approvisionnement, et de la prise de conscience accrue de la viabilité environnementale de l'entreprise. Le monde fait face à des défis environnementaux uniques qui incluent les changements climatiques, une crise mondiale émergente de la disponibilité de l'eau et de la pollution de l'eau, une perte record de la biodiversité, et des dommages à long terme aux écosystèmes de la planète. Ces dernières années, certaines entreprises canadiennes ont reconnu leurs contributions à ces problèmes et ont développé des stratégies globales pour gérer ces risques et, dans certains cas, ces opportunités. Par exemple, Suncor présente dans son plus récent rapport sur la durabilité, « les problèmes auxquels Suncor doit faire face sont à la fois mondiaux, comme les émissions de gaz à effet de serre, et régionaux comme l'utilisation des sols, la remise en état des terrains, l'utilisation de l'eau et la qualité de l'air. Notre approche vise à exploiter les nouvelles technologies et la pensée novatrice afin d'améliorer la performance environnementale et réduire notre impact sur l'air, les sols et l'eau »⁷. La stratégie de Suncor est à la fois de gérer les risques et de profiter des opportunités à travers l'innovation technologique comme la

6 <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles/principle-8>

7 <http://www.suncor.com/en/responsible/302.aspx>

réduction des résidus, et elle a été la première compagnie de sables bitumineux à compléter la remise en état de la surface d'un bassin de résidus⁸.

Dans le Chapitre 30 de l'Action 21⁹, le sommet de la Terre de Rio en 1992 a énoncé clairement que le rôle des entreprises commerciales et industrielles dans le plan d'action du développement durable était qu'«elles devraient faire une plus large place à l'auto-réglementation, en s'appuyant sur des codes, des chartres et des initiatives appropriées touchant tous les éléments de la planification et des décisions commerciales et favorisant l'ouverture et le dialogue avec les employés et le public »¹⁰. Par cela, il est entendu que les entreprises ont la responsabilité de s'assurer que les activités au sein de leurs propres opérations ne causent pas de dommage à l'environnement. De plus, puisque les règles de fonctionnement des entreprises se retrouvent dans des codes de conduite, des politiques, des procédures et autres, une plus grande responsabilité environnementale sera encouragée par l'incorporation de mesures dans ces instruments d'autoréglementation pour favoriser l'ouverture et le dialogue à propos de problèmes environnementaux.

Les entreprises au Canada signataires du PMNU ont la possibilité de partager leur savoir à travers leur engagement à publier une communication sur le progrès (COP) annuellement, une divulgation aux parties prenantes (par ex. les investisseurs, les consommateurs, la société civile, les gouvernements, etc.) des progrès faits pour la mise en œuvre des principes environnementaux du PMNU.

8 <http://www.suncor.com/en/responsible/3708.aspx>. Voir la liste des projets de gestion des risques et des opportunités sur sa page Internet à l'adresse suivante : www.suncor.com/fr/responsible/1429.aspx

9 <http://www.un.org/french/events/rio92/agenda21/>

10 <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles/principle-8>

Les orientations stratégiques suivantes, qui recommandent que les entreprises intègrent la planification et différents niveaux d'autoréglementation, incluant l'élaboration de cadres de réglementation, l'établissement de cibles de réduction des émissions et la mise à jour des normes, sont toutes alignées avec ce qui est proposé par le PMNU dans le principe 8 :

- ***Orientation stratégique 2: Inclure des objectifs audacieux de production d'électricité à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les plans d'action climatique du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux***, ce qui propose des cibles ambitieuses pour la production d'électricité à faibles émissions de GES;
- ***Orientation stratégique 3: Intégrer le secteur de la production pétrolière et gazière dans les politiques climatiques***, ce qui demande l'élaboration d'un cadre de réglementation clair pour la transition vers une économie sobre en carbone;
- ***Orientation stratégique 4: Adopter une politique énergétique à multiples niveaux ayant comme éléments centraux l'efficacité énergétique et la coopération en matière d'électrification***;
- ***Orientation stratégique 5: Adopter rapidement des stratégies de transport à faibles émissions de GES dans l'ensemble du Canada***, ce qui demande que les normes d'émissions soient mises à jour pour les véhicules;
- ***Orientation stratégique 6: Intégrer l'aménagement du territoire dans les politiques de planification des infrastructures, d'utilisation des terres, du transport et d'énergie, ce qui propose d'intégrer les changements climatiques dans la planification urbaine***; et,

- **Orientation stratégique 7: Soutenir la transformation du secteur du bâtiment en un secteur neutre en carbone ou même au bilan carbone positif**, ce qui propose l'adoption de cibles d'efficacité énergétique ambitieuses, de même que des normes nationales de réduction d'émissions de GES pour le secteur du bâtiment.

Principe 9 : À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement¹¹

Comme l'entreprise est le premier moteur de la mondialisation, elle peut aider à garantir que les marchés, le commerce, les technologies et les finances peuvent être bénéfiques pour la société en démontrant que des processus respectueux de l'environnement peuvent être rentables. Le principe 9 du PMNU démontre le besoin pour les entreprises de répondre en implantant des actions concernant les changements climatiques dans leurs stratégies ce qui stimulera l'innovation et les investissements dans l'énergie propre, augmentera proportionnellement les services et les technologies sobres en carbone, créera des emplois, et supportera la croissance économique.

En accord avec le PMNU, les technologies respectueuses de l'environnement devraient protéger l'environnement, être moins polluantes, utiliser les ressources d'une manière plus viable, recycler une plus grande part de leurs déchets et sous-produits, et prendre en charge leurs déchets résiduels d'une façon plus acceptable que les technologies qu'elles ont substituées. Ce faisant, l'innovation technologique crée de nouvelles opportunités d'affaires, aide à augmenter la compétitivité globale des entreprises, et aura des avantages économiques et environnementaux à long terme.

Améliorer les mesures d'efficacité énergétique dans tous les secteurs industriels et commerciaux, avec une plus grande adoption des technologies propres, contribue à respecter les engagements sur les changements climatiques. Le document *Agir sur les changements climatiques: les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* cherche clairement à démontrer que la production d'électricité à partir de sources à faibles émissions de carbone est un facteur clé pour réduire les émissions pour aider le Canada à atteindre ses cibles collectives de réduction des émissions de carbone. Les orientations stratégiques mises de l'avant (2, 4, 5 et 7) soulignent toutes la nécessité d'augmenter le financement de la recherche, le développement et le déploiement des technologies sobres en carbone, les normes réglementaires plus fortes, et les mesures pour encourager les initiatives du public et l'éducation :

- **Orientation stratégique 2: Inclure des objectifs audacieux de production d'électricité à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les plans d'action climatique du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux**, ce qui propose des cibles ambitieuses pour la production d'électricité à faibles émissions de GES;
- **Orientation stratégique 4: Adopter une politique énergétique à multiples niveaux ayant comme éléments centraux l'efficacité énergétique et la coopération en matière d'électrification;**
- **Orientation stratégique 5: Adopter rapidement des stratégies de transport à faibles émissions de GES dans l'ensemble du Canada**, ce qui propose de nouveaux modèles de transport et l'électrification du transport routier; et,

¹¹ <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles/principle-9>

- **Orientation stratégique 7: Soutenir la transformation du secteur du bâtiment en un secteur neutre en carbone ou même au bilan carbone positif**, ce qui propose d'investir dans l'énergie renouvelable et ambiante pour des bâtiments nouveaux ou existants.

En renforçant les innovations vertes et sobres en carbone, il est possible de relever le défi des changements climatiques et d'accroître les opportunités de développement durable et de prospérité. Cela mettrait le Canada à l'avant-garde de l'électricité verte à l'échelle internationale, fournirait d'importantes économies et aurait un effet de levier sur un bon nombre de secteurs industriels canadiens. Selon Bloomberg New Energy Finance, 79% de l'électricité canadienne est déjà produite à partir de sources à faibles émissions de carbone.¹² Combiner la capacité de production hydroélectrique courante avec d'abondantes ressources énergétiques renouvelables inexploitées et le raccordement des provinces à l'aide d'un réseau électrique intelligent d'est en ouest permettrait au Canada d'adopter une cible de production d'électricité sobre en carbone à 100 % d'ici 2035.

Résumé

En résumé, les 10 orientations stratégiques présentées dans le document *Agir sur les changements climatiques: les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* sont soutenues par les trois principes environnementaux du PMNU de la façon suivante :

1. La reconnaissance, de la part de tous les niveaux de la société, que les changements climatiques sont une menace crédible pour les écosystèmes de la planète et qu'il faut leur faire face requiert « l'approche de précaution » (Principe 7 du PMNU). Cette

approche comprend le développement de politiques et de stratégies qui encouragent toutes les deux la réduction des émissions de carbone tout en incitant à faire la transition vers une économie sobre en carbone, particulièrement dans les domaines des transports, de la production d'électricité et de la gestion de l'énergie des bâtiments.

2. Autant le gouvernement que les entreprises doivent développer des initiatives solides qui facilitent la transition vers une économie sobre en carbone (principe 8 du PMNU). Cela peut être réalisé à travers des subventions du gouvernement, le retrait d'obstacles dans la réglementation, et un mécanisme du marché pour la gestion des émissions de carbone. Cet environnement de régulation crée des opportunités pour un changement dans le comportement du public et dans la prise de décisions et les stratégies commerciales.
3. Le développement et l'adoption de technologies respectueuses de l'environnement (principe 9 du PMNU), comme la production d'électricité à partir de ressources renouvelables ou l'efficacité énergétique de plus en plus grande des véhicules, encouragent l'utilisation responsable de l'énergie et reconnaissent les impacts inhérents des politiques énergétiques actuelles. Afin de permettre au Canada d'atteindre ses objectifs de réduction de carbone, il sera nécessaire d'évaluer les avantages de la transition vers une économie sobre en carbone, non seulement d'un point de vue anthropologique, mais aussi du point de vue de la protection des écosystèmes et de la gestion des bassins versants. Il deviendra de plus en plus évident que dans un monde où l'énergie est rapidement limitée, il est essentiel de gérer cela de façon efficace et responsable.

¹² <https://www.bnef.com/core/country-profiles/can>



À PROPOS DE L'INITIATIVE

DIALOGUES POUR UN CANADA VERT

Cette contribution fait partie d'un recueil de textes, *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne*, qui provient des interactions entre Dialogues pour un Canada vert, une initiative parrainée par la Chaire UNESCO-McGill Dialogues pour un avenir durable, et des gens d'affaires, des organisations non gouvernementales, des syndicats, des municipalités, des groupes de chercheurs et des citoyens.

Dialogues pour un Canada vert est une initiative qui mobilise plus de 60 chercheurs provenant de toutes les provinces du Canada qui représentent des disciplines diverses en sciences pures, en génie et en sciences sociales. Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de mettre de l'avant des options concrètes, dans le contexte canadien, et que ces options aideront le pays à passer à l'action.

Ensemble, ces textes enrichissent les solutions possibles et prouvent qu'il y a des idées en ébullition partout au Canada. Les opinions exprimées dans *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne* appartiennent aux auteurs et aux organismes respectifs et ne reflètent pas nécessairement celles des Dialogues pour un Canada vert.

Nous remercions tous les contributeurs de s'être engagés dans ce dialogue afin d'arriver à une vision collective des voies menant à une société sobre en carbone et des façons d'y parvenir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB

sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques